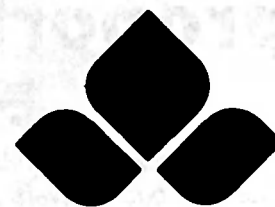


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



(pages 6-7)

**les risques de
la proportionnelle**

(pages 2-3)

**antiracisme : un entretien
avec harlem désir**

(page 4)

**vrais et faux
libéraux**

(page 12)

**un impôt juste
est-il possible ?**

(page 5)

DU 3 AU 16 AVRIL 1985 - 15^{ème} ANNÉE - N° 424 - 9 F

M 2242 - 424 - 9 F

proportionnelle et monarchie

Jean-Michel Bertrand se demandait, dans le dernier « Royaliste » ce que pouvait produire l'existence d'un « électorat central ». Le débat sur la proportionnelle amène aujourd'hui Frédéric Aimard à s'interroger sur les « majorités d'idée », autre version du paysage politique que préparerait le scrutin à la proportionnelle.

Proportionnel ou majoritaire ? Pour Jacques Toubon le premier mode de scrutin laisse voter les Français pour des partis qui s'arrangeront ensuite entre eux pour soutenir ou non tel ou tel gouvernement. On vote pour un parti, donc un programme, qui n'a aucune chance d'être appliqué tel quel car la politique mise en œuvre devra être le fruit de multiples compromis entre 6 ou 7 formations parlementaires. On vote donc et il faut attendre de longues semaines pour savoir ce qui sortira des urnes. Au contraire, dans le scrutin majoritaire, on élit des hommes, on vote pour une majorité et l'on sait tout de suite, « dès le soir du deuxième tour à 20 h » quel sera le programme appliqué et, à la limite, la composition du gouvernement. C'est cela la démocratie et l'honnêteté pour M. Toubon.

Or tout n'est pas si simple car il faut tenir compte de la Constitution de la Vème République et de sa pratique qui a donné une large prépondérance au président (avec l'approbation de la plupart des Français). Est-il souhaitable,

M. Toubon, de créer - sur fond de bipolarisation excessive à notre goût - les conditions d'un affrontement de légitimités entre un président élu au suffrage universel et l'Assemblée nationale ? Cela ne risque-t-il pas de vider la Vème République de sa substance monarchique (comme la IIIème République dont il ne faut pas oublier qu'elle avait été taillée sur mesure pour le comte de Chambord et que le pauvre Mac-Mahon a laissée à la merci des compromissions parlementaires) et donc de son efficacité ?

A l'inverse, le président Mitterrand semble avoir pensé que, grâce à un scrutin à la proportionnelle, les partis de l'Assemblée se présenteront en ordre dispersé face au premier ministre qu'il aura désigné conformément à ses prérogatives. La constitution de la Vème République n'obligerait pas ce premier ministre à obtenir un soutien inconditionnel de l'Assemblée, mais il pourrait très bien se contenter de « majorités d'idée » au coup par coup. L'intérêt de ce mode de gouvernement serait de faire reculer la

guerre idéologique, d'estomper la bipolarisation, de réduire au silence les extrémistes... Perspective séduisante à condition que le président n'en abuse pas, ne fasse pas trop confiance à son génie manœuvrier. A condition surtout que l'on s'abstienne de manœuvres déloyales pour débaucher telle ou telle voix... L'honnêteté exigerait dans ce cas un recours au référendum pour tous les grands problèmes de société (car des députés élus pour leur appartenance à tel ou tel parti, mais libres de se décider en âme et conscience à chaque nouveau projet n'auraient pas la légitimité que leur confère aujourd'hui les programmes sur lesquels ils sont élus - genre « 101 propositions » : avortement, nucléaire civil, défense nationale... Cela suppose premièrement que le président apprennent à se servir de cet instrument dangereux qu'est le référendum et que l'on abandonne la pratique du référendum-plébiscite qui va contre la démocratie. Cela suppose deuxièmement une éducation et une information des citoyens qui leur sont aujourd'hui refusées. Un référendum sur la peine de mort en 1981 par exemple aurait été fondamentalement vicié par les campagnes de désinformation menées par les démagogues de la Sécurité, or la démagogie est un produit obligé de la bipolarisation...

Le comte de Paris avait proposé l'institution de « délégués du peuple » à la fois représentants et moyens d'information du peuple et qui auraient permis de faire

évoluer la démocratie dans le sens de la responsabilité des citoyens. Il faudrait en reparler.

Et, puisque nous évoquons le Prince, signalons qu'en Monarchie (1) le risque de conflit de légitimités entre l'Assemblée et le chef de l'Etat est réduit par le fait que ces légitimités ne sont plus entièrement du même ordre. Celle du roi est en quelque sorte une légitimité de réserve, supérieure ou inférieure comme on voudra, mais dont les effets pratiques ne se font sentir qu'en cas graves (surtout en cas d'incapacité de l'Assemblée (les Cortès espagnoles prises en otage par des putschistes figurant le cas limite !)) situations tendues, crises graves (cela va des débats de société que le souverain peut débloquent par le recours au référendum à la situation de guerre menaçant le territoire national) Voilà qui redonnerait tout son sens au rôle du premier ministre en contact direct avec l'Assemblée nationale. Aujourd'hui nous sommes partisans de la proportionnelle pour sauver ce qu'il y a de monarchique dans la Constitution (le rôle arbitral du président). Mais il faut établir la royauté pour éviter le conflit de légitimités et surtout que le pouvoir du chef de l'Etat ne devienne trop disproportionné par rapport à celui de l'Assemblée, ce qui est le risque actuel quoiqu'on en dise.

Frédéric AIMARD

* Rappelons que nous voyons la royauté comme couronnement des institutions fondées par le général de Gaulle.

les forêts ont, enfin, du pot !

Il était grand temps de prendre des dispositifs draconiens afin de réduire les émissions de polluants par les véhicules motorisés. On ne peut que regretter que tel ne soit pas le cas pour les industries chimiques qui rejettent des produits soufrés (1).

Urgent certes, car nous en sommes au triste bilan de 5,3 millions d'hectares de forêts atteint rien qu'en Europe. La progression du phénomène pathologique des pluies acides connaît depuis quelques années une ascension excessivement rapide. Pour notre pays le chiffre est affligeant : 50.000 ha touchés. De plus aucune espèce végétale n'est épargnée (même le Hêtre !).

Quant au procès des moteurs à combustion, le reproche est unique mais sans appel. En effet ces moteurs sont la source principale d'oxyde d'azote et plus particulièrement d'ozone (sous l'effet des rayonnements UV du soleil et de la présence d'hydrocarbures), et donc de produits de décompo-

sition du dioxyde d'azote (NO2). Or les gouttelettes de brouillard (très acides) associées à l'ozone, ont une action dévastatrice. L'ozone produit par le dioxyde d'azote dans les grandes agglomérations, lorsqu'il fait beau, peut-être transporté par les vents à de très grandes distances. Dans les massifs montagneux la concentration d'ozone devient nocive en augmentant la perméabilité des feuilles et des aiguilles des arbres car l'ozone altère leur cuticule. Le résultat immédiat est un lessivage du magnésium et du calcium indispensables aux végétaux. Mais le plomb est tout aussi néfaste à l'homme, surtout aux enfants; c'est un agent responsable de troubles génétiques et nerveux.

La solution adoptée par les Dix est donc le pot catalytique. Ainsi les grosses cylindrées (1,4 et 2 litres) devront en être équipées dès 1991-93 et les petites (inférieure à 1.400 cm3) vers 1993-94. Il faut savoir que ce pot, éliminant environ 95% de la pollution due aux gaz d'échappement, nécessite pour un usage optimum de l'essence sans plomb. A l'heure actuelle une voiture rejette 1 kg de plomb par an, soit 7.000 tonnes pour un pays comme la France. Cette essence est déjà utilisée aux Etats-Unis au Canada, au Japon et en U.R.S.S. Le problème est celui du coût car, pour une petite cylindrée, il peut revenir à 10% du prix à l'achat. L'industrie automobile française devra donc en tenir compte dans ces prix de production. La recherche pour de nouveaux moteurs doit être au premier plan dans l'esprit des entrepreneurs français d'où l'intérêt de P.S.A et

de Renault, en collaboration avec l'Institut français du pétrole, pour la solution essence-éthanol. Mais d'autres recherches se développent : sur le moteur thermique, du type Sterling ou encore sur les séparateurs de gaz plus rentables que des pots catalytiques.

En tant que royalistes, et donc attachés à notre patrimoine, nous n'en sommes que plus réjouis, même si nous souhaiterions que cette disposition soit plus complète et accompagnée d'autres tout aussi nécessaires (sur les rejets de soufre par exemple). Nous appuyons donc Mme Bouchardeau dans son action car c'est là un sujet d'intérêt général et qui doit rassembler les efforts de tous.

Frank LAFONT

(1) Lire notre enquête spéciale écologie dans « Royaliste-U » n°32, prix franco : 5 F.

proportionnelle : la vie politique mise à nu

Avant d'en arriver au vif du sujet, trois remarques s'imposent. D'abord, dans ce domaine la neutralité est un leurre. N'est-ce pas François Mitterrand qui déclarait en 1950 lors du IV^{ème} congrès national de l'UDSR, «le mode de scrutin que je choisis doit résulter d'une option politique (...) En effet il y a un certain nombre de points qui nécessitent cette option. D'abord quel est l'intérêt de la nation ? Ensuite, quel est l'intérêt de la majorité à laquelle j'appartiens ? Enfin, quel est l'intérêt du parti auquel j'adhère ? Et c'est quand j'aurai répondu à ces trois questions que je déterminerai mon choix» (1). Ainsi un mode de scrutin est avant tout un mécanisme de maintien au pouvoir et/ou d'expression de l'opposition.

Deuxième observation : les préférences des hommes politiques pour tel mode de scrutin s'expliquent par des raisons multiples. Les choix dépendent de critères idéologiques. Aucun mode de scrutin n'ayant toutes les vertus, on peut être plus sensible à la justice ou à l'efficacité et l'on sera alors, selon le cas favorable à la proportionnelle ou adepte du scrutin majoritaire. L'option dépend de la place du parti sur l'échiquier politique. Aujourd'hui, les responsables de la droite, forts des résultats obtenus aux dernières cantonales sont plutôt hostiles à la proportionnelle. On assiste même à un revirement de la part de Giscard d'Estaing qui, dans «Deux Français sur trois», s'était pourtant déclaré partisan de l'introduction d'une certaine dose de proportionnelle. A l'opposé, certains dirigeants du P.S. voient dans ce mode de scrutin une façon de barrer la route du pouvoir à la droite.

Enfin il est nécessaire de rappeler que le mode de scrutin n'est pas le seul élément qui intervient dans l'obtention du résultat électoral. La victoire de la gauche aux prochains législatives qui semblait illusoire il y a quelques semaines est désormais de nouveau envisageable. Reste au gouvernement à confirmer les espoirs qu'il a fait naître l'an dernier dans le domaine économique.

Ces trois remarques étant faites, la véritable question qui a au

«Dis moi quel résultat tu veux, je te dirai quel mode de scrutin utiliser». C'est à cette affirmation quelque peu caricaturale que la classe politique tente de réduire l'actuel débat sur la réforme électorale. Rien d'étonnant à cela dans la mesure où cette réforme qui pourrait donner un nouveau souffle à la Vème République, risque de bouleverser nombre d'habitudes.

cours des dernières semaines a agité la classe politique et, avec elle, les médias est la suivante : veut-on une Assemblée qui soit la photographie plus ou moins floue de l'opinion (auquel cas la proportionnelle a fait ses preuves dans d'autres circonstances) ou bien veut-on une Assemblée qui choisisse ceux qui nous gouvernent (et là, seul le maintien du scrutin majoritaire y contribuera) ?

Les griefs qui ont été faits à la proportionnelle tournent autour

de la République, maître de l'exécutif. La Grande-Bretagne (qui conserve un scrutin majoritaire uninominal à un tour) mise à part, tous les grands pays d'Europe occidentale ont adopté une certaine dose de proportionnelle. Peut-on dire qu'il y a instabilité en RFA ? Bien sûr il y a le cas de l'Italie ou, plus loin de nous, d'Israël, mais dans ces deux pays, les éléments générateurs d'instabilité ont peu à voir avec le mode de scrutin.



de deux pôles. Le premier concerne l'entrée au Parlement de représentants du Front national, le second tient au risque d'instabilité gouvernementale. Pour ce qui est du premier point, Lionel Jospin a très bien dit : «si nous ne parvenons pas à faire reculer ses idées dans l'opinion il est normal, je dirai même que je souhaite que le Front national soit représenté au Parlement. S'il y a des voix Front national, il doit y avoir des sièges Front national.»

Quand au second point, le fait d'évoquer le risque, que ferait courir l'adoption de la proportionnelle, d'un retour à la IV^{ème} République a peu de sens. C'est négliger l'élément de stabilité que constitue l'élection pour sept ans au suffrage universel du président

taire est largement artificiel sinon caricatural. Au contraire, l'introduction de la proportionnelle aurait l'avantage d'instaurer une concurrence entre les partis de droite et de clarifier la situation à gauche.

Dans le débat politique actuel, plus rien ne différencie les arguments électoraux des deux blocs en présence. Sur tous les grands sujets qui engagent l'avenir du pays s'établit un large consensus. Qu'il s'agisse de la force de frappe, des institutions, de la politique extérieure et même de la politique économique. A tel point que, Olivier Duhamel le souligne, «droite et gauche sont sommées par le mode de scrutin de se livrer une guerre permanente, au risque de ne trouver que les alliances avec les extrêmes comme sujet d'affrontement et d'y réduire le débat politique» (2).

La querelle qui se développe autour de la réforme électorale montre une fois de plus que les intérêts partisans l'emportent sur les questions de fond. Le seul reproche valable qui peut être fait à la proportionnelle est résumé par cette formule de Jacques Cadart : «l'électeur ne vote guère que pour des partis et très peu pour les hommes» (3). En effet, dans le cadre de la proportionnelle le choix des élus n'est pas fait en fonction des implantations locales, mais par les états-majors politiques. Mais cette constatation est à nuancer. Le choix des candidats dans le cadre du scrutin majoritaire n'est pas non plus exempt de ce reproche (cf le cas de Jacques Chirac). De plus les exemples de l'Irlande et de la République Fédérale d'Allemagne montrent qu'il est possible d'échapper à cet inconvénient.

Récemment un humoriste a trouvé le mot juste en disant : «la proportionnelle c'est comme le strip-tease, cela ne devient intéressant que lorsque c'est intégral». Et Lionel - pervers - Jospin de préciser : «Intégral, oui mais aussi progressif». Souhaitons qu'il soit entendu.

Patrice LE ROUÉ

(1) Cité par Dominique Chagnollaud dans un article du numéro 32 de la revue «Pouvoirs» (PUF 1985).

(2) «Le Monde» du 23 mars 1985.

(3) «Pouvoirs» numéro 32.

«touche pas à mon pote»

«Tu n'opprimeras pas l'étranger. Vous savez par vous-même ce qu'éprouve un étranger; car vous avez été étrangers au pays d'Egypte.» Exode 23. Ce verset de la Bible explique-t-il le combat d'Harlem Désir; président de SOS racisme ?

● **Royaliste :** Qui adhère à S.O.S. racisme ?

Harlem Désir : a l'origine, il y a un mouvement de génération parmi la jeunesse, qui s'est sentie gagnée par le mal raciste, alors qu'elle ne subissait pas, comme se ses aînés, les séquelles de la guerre d'Algérie ou du nazisme. Brusquement, par la médiatisation et la banalisation d'un certain discours, être antiraciste n'allait plus de soi. D'où l'idée d'afficher de nouveau cette conviction antiraciste, de porter le badge «touche pas à mon pote». Beaucoup de jeunes, de toutes origines, ont pressenti que la lutte contre le racisme était un enjeu pour la France de demain, en se disant : «il est temps de faire quelque chose avant que tout ne soit gâché.» Il y a aussi la composition de la bande de copains qui ont lancé le mouvement : des juifs pratiquant le judaïsme et d'autres pas du tout, des maghrébins attachés aux modes de vie de leurs parents et d'autres n'en ayant rien à faire, des parisiens déracinés et des provinciaux très «France profonde». Mais nous sommes tous culturellement très métissés. Ainsi, la réalité de notre société multiraciale, ce n'est pas une mosaïque de gens aux cultures hyper différentes, qui se cotoieraient par respect mutuel sans jamais se rencontrer. Au contraire, nous sommes tous quelque part un peu maghrébin, un peu juif et un peu français pure souche. Ce que dit S.O.S. racisme, c'est qu'il n'y a pas de «seuil de tolérance» dans l'amitié.

● **Royaliste :** Comment expliquez-vous la montée du racisme en France, depuis quelques mois ?

Harlem Désir : Il me semble parfois dangereux de faire une analyse de la montée du racisme, parce qu'on tombe très rapidement dans sa justification. On trouve des raisons, donc quelque part des excuses au développement du racisme. Je ne nie pas qu'il y ait des raisons : la crise économique et sociale en est une.

Mais ce qui a permis essentiellement l'émergence du racisme, ce n'est pas l'existence de la crise, mais le fait qu'on accepte de banaliser l'idée que la crise, le chômage, sont dûs à la présence des immigrés. Il y a un certain nombre de gens qui ont démissionné, qui ont laissé sauter les verrous qui nous protégeaient du racisme. Résultat, le racisme n'est plus aujourd'hui le fait d'une petite minorité d'extrémistes, mais se répand dans toutes les familles idéologiques, par des attitudes et des mots suggérant le repli sur soi, l'idée qu'il existe un joyau pur de la culture française et du mode de vie occidental. Malheur à qui vient de l'extérieur altérer ce joyau : quand tout va mal, c'est la faute à l'Autre !

● **Royaliste :** Que répondez-vous à un «raciste moyen» comme on en rencontre chaque jour, qui rend l'immigré responsable de tous les maux ?

Harlem Désir : S'il cristallise, comme bien souvent, sa haine sur la question de l'emploi, je lui explique premièrement qu'il n'y a pas corrélation entre chômage et augmentation de la population immigrée. Deuxièmement, d'un point de vu humain, je lui dis que le chômage frappe aussi les immigrés, de plein fouet, et d'avantage que n'importe qui. Il est franchement dégueulasse de s'en prendre à quelqu'un qui a travaillé dix ans en France, y a fait sa vie, a vécu avec les gens, s'est marié, a élevé ses enfants et payé ses impôts. Troisièmement, il faut bien admettre cette réalité : les immigrés sont là, ils ne rentreront pas dans leur pays. Devant cette évidence, il y a deux attitudes : soit on continue à développer une logique de haine, une guerre de tranchées où chacun surveille l'autre, soit nous essayons de vivre ensemble, de trouver des solutions communes à des problèmes communs.

● **Royaliste :** L'extrême-droite désigne les immigrés et leurs dé-



Harlem Désir, 25 ans, syndicaliste-étudiant depuis de nombreuses années, a mis toute son expérience de la propagande et son énergie au service de «SOS-racisme».

fenseurs comme l'«anti-France». Avez-vous une «certaine idée de la France» ?

Harlem Désir : Je me sens beaucoup plus français que Jean-Marie Le Pen. Par là, je me sens beaucoup plus fidèle aux traditions de la France de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de la France qui a aboli l'esclavage, qui a été le phare de l'humanisme et a su se fortifier d'apports nouveaux. La force de la France, c'est qu'on peut s'appeler Marie Skłodowska, venir de Pologne, faire sa carrière en France et devenir une grande française, sous le nom de Marie Curie. Montaigne était d'origine juive portugaise, il fait partie de notre patrimoine culturel. La médecine occidentale est tributaire de la médecine arabe, personne n'a honte de cet héritage. Il y a donc une espèce d'usurpation historique de la part de ceux qui entretiennent l'idée d'une France se développant en vase clos et sans cesse menacée par l'extérieur. La force de la France aujourd'hui, c'est justement d'être un pays démocratique ouvert sur le monde.

● **Royaliste :** Bernard-Henry Lévy est souvent à vos côtés, et vos propos rejoignent ses réflexions. N'est-il pas «l'intellectuel» de S.O.S. racisme ?

Harlem Désir : Il y a convergence entre Bernard-Henry Lévy et nous sur cette question : comment lutter contre le racisme sans tomber dans le piège tendu par les prétendus «spécialistes» d'un soi-disant «problème» de l'immigration ? Sartre explique, dans «La Question juive», qu'il n'y a pas de «problème juif», mais le problème des gens qui n'acceptent pas une communauté vivant ses traditions tout en s'insérant dans la vie du pays, autrement dit le problème de l'antisémitisme. De même aujourd'hui, le vrai problème n'est pas celui de l'immigration mais celui du racisme.

● **Royaliste :** Comment S.O.S. racisme se situe dans le débat politique ?

Harlem Désir : On ne se situe pas sur ce terrain là. Le racisme n'est pas seulement une affaire politique. C'est aussi, récemment, le passage à tabac d'un arabe par 4 lycéens du Havre qui n'adhéreraient pas à un parti ou à une idéologie politique. Pourtant, le racisme a cheminé dans leur tête au point d'autoriser le passage à l'acte. Quand les offices HLM de toute tendance politique pratiquent de façon égale les quotas discriminatoire envers les immigrés, on ne peut pas réduire le racisme à une explication politique. Le racisme, c'est aussi bien le bulldozer de Vitry que Griotte-ray, l'antiracisme, c'est autant François Gaspard que Bernard Stasi.

propos recueillis par
Emmanuel Mousset et
Patrice Le Roué

APRES LE CRIME DE MENTON

A Menton, le jeudi 21 mars, Aziz Madak, Marocain de 28 ans, est assassiné. Les deux inculpés de ce meurtre auraient donné comme seule justification de leur geste : «Nous on n'aime pas les Arabes».

Dans toute la France, le mardi 26 mars, un vaste mouvement de protestation contre le racisme s'exprime à l'appel d'une toute nouvelle mais déjà formidablement organisée et puissante association : S.O.S. racisme. Plus de 100.000 badges «touche pas à mon pote» vendus, 100.000 affiches par jour, une agence de presse éditant un bulletin hebdomadaire. L'anti-racisme se diffuse à vitesse grand V, particulièrement chez les jeunes, dans les lycées et les facs et il faut souhaiter que ce vaste mouvement d'opinion qui dépasse largement l'action des associations traditionnelles réussisse à restaurer un climat plus serein et plus conforme à la tradition de notre pays.

C'est dans cet espoir que nous apportons notre soutien à l'association animée par Harlem Désir.

l'i.r.p.p. : ce mal aimé

La récente publication du septième rapport du conseil des impôts, principalement consacré à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) constitue l'occasion de revenir sur un sujet toujours brûlant.

— Les grandes tendances.

Avant d'analyser les chiffres de 1982, cités dans le rapport, il est utile de revenir sur l'évolution à long terme des prélèvements obligatoires dans les principaux pays de l'OCDE (2). Il est frappant de constater (voir le tableau ci-dessous (1), qu'entre 1965 et 1978, le poids de ces prélèvements, et en particulier celui des cotisations sociales, s'est partout accru. Mais déjà, en ce qui concerne la France, on voit apparaître trois particularités :

1/ les charges respectives des cotisations sociales et de l'impôt sur les personnes physiques sont nettement inversées par rapport à la plupart des autres pays.

2/ le montant des impôts indirects est plus fort en France que partout ailleurs (Suède exceptée).

3/ Notre pays détient le record de l'ensemble des prélèvements obligatoires (toujours à l'exception de la Suède).

— Les chiffres récents

Le rapport du conseil des impôts est intéressant en ce qu'il nous fournit des chiffres comparés pour l'année 1982, c'est-à-dire un an après l'arrivée au pouvoir de l'actuelle majorité. En pourcentage du PIB (produit intérieur brut), la somme des prélèvements obligatoires s'élève respectivement à : 37,3% en RFA, 39,6% en Grande-Bretagne, 46,6% en Belgique, 45,5% aux Pays-Bas, 47,8% en Norvège et 44% au Danemark. La France, avec 43,7% (44,1% pour 1983) reste donc dans le « peloton » de tête et conserve son « avance » par rapport aux autres grands pays industrialisés (cf. RFA, GB). Mais le rapport note malicieusement que, chez nous, l'augmentation s'est notablement accélérée au cours des années 1972-1982 (3). Pour ceux auxquels la mémoire ferait défaut, il s'agit, en gros, du septennat d'un président très libéral... même s'il est juste d'ajouter que cette augmentation s'est poursuivie depuis lors (avec, certainement, un « coup de frein » en 1984). Par ailleurs, le détail des chiffres de 1983 continue les particularités françaises citées plus haut. Les

cotisations sociales, soit 19,3% du PIB, sont toujours plus élevées qu'ailleurs (13,3% en RFA, 6,9% en Grande-Bretagne). Les impôts indirects demeurent à un niveau élevé, alors que l'impôt sur le revenu, bien qu'en augmentation (6,1% du PIB), reste le plus faible des grands pays développés. Les grandes tendances de la période 1965/1978 sont donc confirmées, malgré les « changements » politiques. Au risque de scandaliser, on peut dire qu'il n'est pas anormal que le total des prélèvements obligatoires soit plus élevé chez nous qu'ailleurs, dans la mesure où les inégalités de revenus sont notoirement plus fortes en France. L'impôt, ainsi que les différents prélèvements, ne couvre pas seulement les frais de fonctionnement de l'appareil d'Etat, il permet aussi une redistribution entre les différentes catégories de citoyens, donc plus de justice. De plus, il n'est pas non plus étonnant que les cotisations sociales restent plus élevées qu'ailleurs, puisque l'impôt sur le revenu demeure plus faible : ce qu'on ne prend pas d'un côté... mais il faut observer que l'IRPP est progressif, alors que les cotisations sont plafonnées (même si le plafond augmente rapidement). Cette répartition à l'intérieur des prélèvements obligatoires, à laquelle s'ajoute le poids important des impôts indirects comme la TVA (où chacun paie la même chose, à consommation

égale) favorise donc plutôt les hauts revenus.

— La justice

En revanche, le rapport note que, par le jeu des seuils, réductions et abattements divers, la France est une des nations où la proportions des ménages frappés par l'impôt sur le revenu est la plus faible (62%, contre 76% en Grande-Bretagne, 80% aux Etats-Unis, 84% en RFA). Ceci impose une forte progressivité de l'impôt qui, elle « défavorise » les revenus élevés, contrairement à l'évolution observée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où, « thatchérisme » et « reaganisme » aidant, l'imposition des hauts revenus a été réduite ces dernières années.

Le sentiment d'inégalité devant l'impôt est évidemment un point sensible dans une opinion publique pour laquelle les effets d'un impôt direct comme l'IRPP sont très apparents (contrairement, par exemple, à la TVA qui est plus « indolore »). Les revenus salariaux sont bien connus, à l'exception de ceux qui résultent du travail au noir, puisqu'ils font l'objet d'une double déclaration : de la part de ceux qui les perçoivent, et de la part de ceux qui les versent ; le contrôle est donc aisé pour le fisc. En revanche, un précédent rapport du Conseil des Impôts (1972) estimait, sur la base de la comptabilité nationale, que les revenus réels des entrepreneurs individuels et des professions libérales étaient considérablement plus élevés que ceux qui sont effectivement déclarés. Depuis 1973, les pouvoirs publics avaient accordé, sous certaines conditions, la réduction de 20% reconnue aux



salariés aux commerçants, agriculteurs, artisans et petits industriels qui passaient par un « centre de gestion agréé ». Or, d'après le dernier rapport du conseil des Impôts, ces centres ne garantissent pas totalement la sincérité des revenus déclarés. Par contre, il est relevé que les résultats des contrôles fiscaux ont nettement progressé en 1982 et 1983. Bien que certains crient à la persécution fiscale (et les méthodes employées leur donnent malheureusement parfois raison), il s'agit là en principe d'une simple mesure de justice puisque ce que les uns ne paient pas est, par la force des choses, acquitté par les citoyens honnêtes (ou contraints de l'être).

— Supprimer l'impôt sur le revenu ?

Il reste que, malgré les progrès effectués dans la connaissance des revenus, l'IRPP conserve un mauvais « rendement ». C'est la raison pour laquelle on propose, ici et là, sa suppression en faisant remarquer que, par exemple, un impôt comme la TVA est plus simple d'application et que nul n'y échappe dès lors qu'il consomme (il faudrait y regarder de plus près...). Il n'en demeure pas moins que, même en modulant les taux frappant les différents types de consommation, on n'obtiendra jamais avec un impôt indirect une progressivité, donc une justice, équivalente.

L'impôt n'est jamais populaire, surtout lorsqu'il est direct, donc plus « visible », et tout particulièrement en France où la malignité est mieux portée que le civisme. Néanmoins, il n'y a pas d'Etat sans impôt : cela est rarement rappelé dans les joutes électorales...

Alain SOLARI

(2) Organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe les principaux pays d'Europe occidentale et les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

(3) plus 8% en France, contre 5,4% pour l'ensemble des pays de l'OCDE.

Evolution des prélèvements obligatoires entre 1965 et 1978. en % du PIB - Source « Problèmes Economiques », Documentation française.						
	France	R.F.A.	Japon	R. Uni	Etats-Unis	Suède
Prélèvements TOTAL 1965	35	31,6	18,1	30,8	26,5	35,6
Dont :						
Impôts sur personnes physiques	3,7	8,2	4,0	9,4	8,1	17,2
Cotisations Sté Sls	11,9	8,5	3,5	4,8	4,4	4,3
Impôts sur sociétés	1,8	2,5	3,2	1,9	4,2	2,2
Impôts indirects	13,4	10,4	4,9	10,2	5,7	11,3
TOTAL 1978	39,7	37,8	24,1	34,5	30,2	53,5
Dont :						
Impôts sur personnes physiques	5,2	11,3	5,3	11,4	10,4	22,6
Cotisations Sté Sls	16,7	12,8	7,1	6,2	7,6	14,3
Impôts sur sociétés	1,9	2,2	4,4	2,5	3,4	1,6
Impôts indirects	12,4	9,9	4,2	9,1	5,1	12,7

qu'est-ce qui ar

Alors que chacun s'accorde à dire qu'il faudra compter avec le Front National pour les prochaines législatives, la droite n'a toujours pas trouvé le langage qu'il faut pour éviter de faire le jeu de Le Pen. La gauche ne fait pas mieux. Comment en sortir ?

Dans les réunions publiques du Front National, le grand moment c'est celui où M. Le Pen compte ses adversaires. Lorsqu'il fait l'inventaire de ceux qui le récusent, et si possible l'invectivent des plus sales noms : fasciste, nazi, raciste, tortionnaire - l'orateur jubile et ses partisans l'ovationnent.

Tant qu'il n'y avait que le MRAP, l'Alliance israélite, la Ligue des Droits de l'Homme, le succès était mince, épisodique, marginal : c'était encore la « traversée du désert ». Mais dès que la première formation politique à part entière - était-ce de gauche, de droite ou du centre ? Nul ne s'en souvient - la première formation du Club politique français a mis en garde contre lui, dès qu'elle a fait valoir le danger, la menace, que son Front National représenterait pour la Démocratie, dès qu'elle a - rejointe par toutes les autres, avec une conviction tangente, il faut le dire - injurié Le Pen et ses militants, a commencé le triomphe qui depuis ne se dément pas.

Il est, par ces interpellations - calomnieuses, dit-il - agréé enfin comme partenaire de la « bande des quatre », il est par ces insultes reconnu comme tel, il est par ces hurlements à son encontre acclamé, plébiscité, coopté solennellement dans l'arène politique des Grands. Pour finir, à 48 heures du scrutin des cantonales, le plus haut honneur lui fut décerné : celui d'être attaqué nommément par un évêque de l'Eglise catholique - celui-là qui avait milité contre l'école libre ! - et M. Le Pen a beau jeu de faire valoir combien cette agression est rare, électorale, lui avait été providentiellement réservée, combien il en était valorisé : avoir attiré sur sa tête, politiquement, la foudre épiscopale - ce à quoi tant de libre-penseurs, mécréants marxistes ou libéraux de tous poils s'échinaient en vain, lui, catholique et français l'avait réussi. Il en était, il en est, consacré.

Mais baste d'ironie ! Nous avons bien compris comment le mécanisme fonctionne. Jusqu'à quelle altitude voudrait-on que nous le vociférions ? Jusqu'au Palais Bourbon ? Ou - mesurez le risque de notre Constitution ina-

chevée - jusqu'à l'Elysée, peut-être ? Allons-nous procéder à cet exorcisme à rebours, prêter une main complice à cette promotion, danser à ce sabbat qui, à force d'incanter le Diable, lui fait prendre pension dans les tripes du premier bouc venu ? Ce délire zoophile n'est pas de notre goût. Mais comme il y a toujours un bon public pour les horreurs de Dracula, ce serait à nous de rappeler à la population inavertie les deux meilleurs moyens de chasser les vampires : le crucifix et l'ail : moyens à mettre en œuvre alternativement, en bon paysan de nos campagnes. Et que tous les démons regagnent leur litière...

COMMENÇONS PAR L'AIL

Michel Pinton a mille fois raison (en février dans le « Nouvel observateur ») : Le Pen, c'est le châtimement ! Le châtimement de la droite française. D'avoir été si molle, bête, égoïste, si profondément incroyante, sans convictions propres, si inexistante, en somme, dès que le pouvoir d'Etat cessait de lui conférer la seule raison sociale crédible par les gens, celle d'un parti de l'ordre commercial, de la gestion raisonnable (?) et de l'indéfinissable idéal du « juste milieu ». A présent que cette justification par les faits lui échappe, il ne lui reste rien que son poids : le poids mort d'une caste sociale et politique rivée à des privilèges d'argent et d'influence qui n'ont aucune commune mesure avec son rapport réel à la vie nationale.

Et pourtant, il y avait, il y a peut-être encore, à droite, des valeurs dignes d'être défendues. Un royaliste serait d'autant plus à



La Nouvelle Droite et le Club de l'Horloge ont préparé le terrain.

l'aise pour le rappeler qu'il réussirait à camper ses jugements sur la ligne de crête de la réalité française : réprouvant les clivages superficiels qui sont pure manipulation du citoyen, n'excluant rien de ce qui constitue, à travers drames et péripéties, l'identité nationale. Il se persuaderait alors aisément qu'une moitié des suffrages populaires ne peut pas si longtemps se rassembler sur des candidats - fussent-ils les plus falots des conservateurs - pour de simples raisons de conservatisme.

Certes, la « défense des libertés contre le communisme » est le drapeau brandi par la classe libérale chaque fois qu'il s'agit de se faire reconduire; hors de propos et contre toute vraisemblance, le réflexe conditionné fonctionne si bien que les dirigeants, assurés de ce bon vieux matelas électoral, n'ont jamais songé à s'enquérir de ceux qui fidèlement le compo-

sent. Pourquoi s'occuper du moteur, puisque ça roule ?

Or cette réaction « antitotalitaire », cette fougue libertaire si liée à la mentalité française, cette méfiance à l'égard de l'Etat, du fonctionnaire, cet instinct du terroir et de clan, cet attachement au chez-soi, à la langue, à la croyance, ou du moins au rite qui la pérennise, enfin ce patrimoine un brin cocardier qui, pour l'amour du symbole, est capable aussi bien d'aveuglements terribles que d'héroïsmes insoupçonnés, tout cela, qui n'est pas exclusif à la France ni à la droite, mais y prend une densité particulière, tout cela peut-il être satisfait, contenté de la gestion libéral-dirigiste, technobureaucratique, de l'internationalisme financier, de l'élitisme mondain et de l'indigence éthique dont les conservateurs, sitôt parvenus au pouvoir, payent la clientèle qui les y a mandatés ?

les hommes de l'extrême droite

Depuis plus d'un an, la comète de l'extrême-droite est entrée dans notre ciel politique. Alain Rollat s'est penché sur le nouvel astre incandescent, Jean-Marie Le Pen, et la nébuleuse qu'il entraîne dans son sillage. Un voyage édifiant au pays des ultras.

Le mérite de l'ouvrage d'Alain Rollat tient d'abord dans la genèse qu'il trace du Front national. Le Pen n'est pas tout nouveau, tout beau. Sa formation politique a une histoire qu'il faut bien analyser si l'on veut saisir les dimensions du « phénomène ». D'autant que Le Pen ne soustrait rien de ses activités passées, qu'il met un point d'honneur à affirmer la continuité de ses idées et de ses amitiés. Fondé en 1973, le Front national ambitionnait de rassembler, comme son nom l'indique, les diverses composantes de l'extrême-droite française, sans exclusive. C'est ainsi que jusqu'en 1980, celui qui s'estime aujourd'hui insulté lorsqu'on le traite de « fasciste », dirigeait alors son mouvement en toute amitié avec les « nationalistes-révolutionnaires », qui ne détestaient pas, moins bégueules, l'étiquette « néo-fasciste ». Certains de ces « nationalistes-révolutionnaires » peu satisfaits de s'arrê-

ter au milieu du gué, manifestaient carrément leurs sympathies à l'égard du nazisme. Jean-Marie Le Pen ne s'offusque nullement de ses « compagnons de route ». Aux législatives de 1978, il envoie même Marc Frederiksen porter la flamme du Front en Seine-St-Denis. A l'époque le grand public ne connaît pas encore cet homme, animateur de la F.A.N.E. qui symbolisera en 1980 le regain du néonazisme et sera dissoute. On saura alors quel sinistre oiseau Jean-Marie Le Pen avait abrité sous son aile protectrice.

Le second mérite d'Alain Rollat est de traiter en bloc l'idéologie lepeniste, de faire ainsi apparaître un ensemble cohérent. Des propos de Le Pen, on ne retient trop souvent qu'une imprécation violente et simpliste à l'égard des immigrés, en oubliant qu'il s'agit là de la « surface d'un profond projet de société inspiré par une logique totalitaire au service d'un

êteera le pen ?

Evidemment pas. Et pourtant, l'alternative était interdite. Le consensus des notables, étendu par miracle à l'ensemble de la classe politique, usa de toutes les combines possibles pour barrer l'émergence de nouvelles formations qui leur feraient concurrence; d'ailleurs, depuis la flambée poujadiste (dont M. Le Pen était), les seuls groupuscules autorisés à prendre la parole - jusqu'au Parlement - furent, à l'extrême-gauche, glissées comme un poil-à-gratter dans la liquette de l'opposition. Par contre, à droite, une vertueuse union sacrée «anti-fasciste» permettait de disqualifier dans l'œuf toute tentative.

Le Front National, sans qu'on puisse imputer sa percée à une tolérance particulière de la gauche au pouvoir, a certainement bénéficié du relâchement de l'étreinte sur les médias consécutif à 81,

objectif clairement défini : la «remise en ordre de la France». Il faut laisser Le Pen s'exprimer, consigner les discours qu'il tient devant différents cénacles, dépouiller de près les brochures et manifestes du Front national. Alain Rollat s'est astreint à ce travail méthodique, et il nous restitue dans ses grandes lignes le «projet Le Pen» : un ordre moral élitiste, un ordre élitiste où l'opprobre contre l'immigré n'est pas uniquement une affaire économique mais une question d'«hygiène», un ordre judiciaire par lequel seront «épurgés» les mal-pensants et rétablis, dans certains cas, les châtimements corporels, un ordre syndical, qui bannirait le droit de grève de la fonction publique et le briderait dans les autres secteurs d'activités. Au bout du compte, si Rollat ne surprend pas Jean-Marie Le Pen en flagrant délit de «néo-fascisme», tant le leader du Front national use de prudences langagières, il le situe avec force démonstration dans la droite lignée du «vi-chysme».

Comment ce courant idéologique peut-il ressurgir aujourd'hui ? Si l'on passe sur les analyses traditionnelles (les effets pervers de la crise), Rollat souligne très bien les responsabilités trop souvent ignorées de la droite parlementaire. Par exemple le rôle décisif du R.P.R. et de l'U.D.F.

mais surtout, il a profité de ce que l'ancienne majorité, traumatisée par l'échec, se cherchait un discours, qu'elle n'avait d'ailleurs plus le moyen d'imposer quotidiennement au pays. Or, un discours, Jean-Marie Le Pen, aguerri par des années de marginalité, en avait un qui ne demandait qu'à être prononcé. Et il était, il est d'une démagogie plus conforme aux vœux du gros des troupes conservatrices que l'anémie giscardienne, le refoulement chiracien ou le barbiturisme barresque.

C'est ainsi que l'extrême-droite est passée, du rôle de spectre ou de l'Arlésienne, à l'état de monstre incarné, sans que personne n'ait osé dire à quoi et à qui elle correspond réellement dans le pays. Il est plus facile de fantasmer sur Hitler-Franco-Mussolini, que d'admettre humblement une certaine évidence actuelle : c'est

dans la propagation de thèmes sécuritaires et anti-immigrés lors des élections municipales de 1983. Le Front national n'avait pas alors percé, mais le verrou qui empêchait sa propagation a incontestablement sauté à ce moment, laissant le champ libre à ce qui allait suivre. Rôle décisif également, et plus profond encore, de la Nouvelle Droite et du Club de l'Horloge, qui ont donné une apparente respectabilité «scientifique» à des thèses jusqu'alors inavouables et maintenant largement répandues à droite et à l'extrême-droite. Si Rollat se penche longuement sur Le Pen et les siens, il porte aussi scrupuleusement son regard sur le reste de l'extrême-droite. Une virée pas triste où l'on surprend le M.N.R. reprocher sa «modération» à Jean-Marie Le Pen, où l'on assiste aux manœuvres pas très catholiques de certains chrétiens intégristes, où l'on s'étonne du rôle du C.N.I.P. entre la droite comme-il-faut et la droite telle qu'elle se manifeste actuellement.

Avec l'ouvrage d'Alain Rollat, on ne peut désormais plus rien ignorer de l'extrême-droite. Et des réjouissances que cette dernière promet si elle élargit son audience.

Corine TOLLEMER

Alain Rollat - Les hommes de l'extrême droite, Le Pen, Marie, Ortiz et les autres - Calmann Lévy.



Le discours dominant de larges fractions de la population.

que le discours dominant de larges fractions du «petit peuple et de la moyenne et grande bourgeoisie» - comme on dit - a trouvé un porte-parole en cet ancien baroudeur patriote et pas trop scrupuleux, qui se pose en champion de valeurs chères à tous : quotidiennes, familiales. Une espèce d'Obélix, tombé dans une potion magique de calva tricolore quand il était gosse, à seule fin d'imposer, un jour, une Loi-et-Ordre anarcho-tribale entre les palissades du Petibonum hexagonal.

Oui, il y aurait de quoi sourire tant cela fleure la cervoise... et l'aïoli. Et il y a de quoi de pas sourire.

CRUCIFIX

Parce que M. Le Pen, dans un premier temps, est en train de saborder le seul service que son initiative pouvait rendre au pays : réintroduire dans le dialogue politique (auquel elle a autant de droit que le parti communiste, par exemple) une droite populaire - d'inspiration chrétienne, type CSU allemande - et forcer par là les partenaires trop convenus à redéfinir leur projet et à tenir davantage compte des rapports entre leur équilibre trop immuable et les réalités sociales quotidiennes, les sensibilités, l'aspiration patriotique, pas si morte que ça, les exigences morales que l'on répute individuelles mais que la loi ne peut pas négliger sans se retrancher du consensus populaire, et mille autres évidences utiles...

Au lieu de quoi, entraînant à sa suite un nombre croissant de braves gens que l'angoisse, l'espérance, ou simplement le vide ont rabattus vers lui, M. Le Pen est en train de préparer le enième désastre ou déshonneur de la droite française en ce siècle : sans les circonstances atténuantes de l'antidreyfusisme, les impuissances de Février 34, les humiliations

de la défaite, débâcle, occupation, sans les pièges du drame algérien... M. Le Pen va une fois de plus dévoyer ce en quoi nous persistons à ne pas trouver que du mal, parce que c'est l'espérance séculaire, incomprise, mais vivante d'une partie de la France. A l'abîme ! Et une lourde pierre autour du cou !

Pour avoir méprisé l'un de ces petits, pour avoir lapidé l'orphelin qu'il devait défendre.

Peu nous chaut en effet que le Front National veuille supprimer l'impôt direct, rendre au privé les banques, l'industrie, les services, les SAFER, peut nous chaut, en vérité, qu'il exige un quota sur l'immigration - qui est déjà dans les faits, imposé par les circonstances économiques ! Tout cela est de son programme politique - assez faible, trop uniquement réactionnaire pour ouvrir des voies, mais qu'importe, le jeu démocratique auquel nous tenons rend nécessaire que cela aussi s'exprime et que les électeurs tranchent en liberté.

Une chose : une faute, un péché, corrompt tout, discrédite tout, déshonore, c'est-à-dire anéantit tout : la hargne, l'espèce d'exaltation brutale, intérieurement inhalée - comme on dit d'un fumeur pour sa fumée - il «avale la haine», il ne l'a pas seulement en bouche, pour faire de l'effet, elle est en lui comme une âme seconde, une âme noire, la violence implosive (pire que les attentats à l'ex-plosif, M. Le Pen). La haine, la violence, le rituel d'exclusion spirituelle à l'égard de ceux que nous avons reçus comme hôtes. Qui vivent parmi nous comme ils peuvent, comme nous le leur permettons. Nos voisins.

(C'est là qu'il faut lui montrer le crucifix).

Touche pas à mon pote, M. Le Pen !

Luc de GOUSTINE

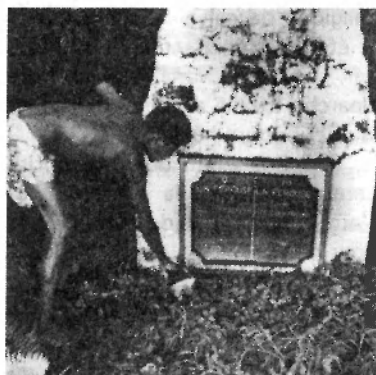
expédition la pérouse : le voyage du roi

La tragédie finale du voyage de La Pérouse fut-elle un accident dû au hasard ou à une erreur ponctuelle ? Ou bien peut-on considérer qu'à ce niveau, devant l'accumulation de fautes, il faut parler du produit presque logique d'une forme de pensée ?

On le voit, les réflexions que nous inspire le dernier livre de Paul et Pierrette Girault de Coursac ont peu à voir avec celles que susciterait une nouvelle version romanesque des exploits de La Pérouse qui, voici deux cents ans, alla avec ses deux bateaux, de Brest à Macao, en passant par le cap Horn et la côte Nord-Ouest de l'Amérique, du Kamtchatka à l'Australie, pour finalement se perdre dans les brumes du Pacifique. Malgré cet itinéraire alléchant, les amateurs de grandes fresques à la Jules Verne sont priés de s'abstenir.

L'expédition avait été minutieusement préparée par Louis XVI lui-même. Comment s'en étonner quand on sait que ce roi avait une vocation rentrée de marin ? Une vocation tôt développée par la lecture des récits des grands voyageurs (favorisée par sa parfaite maîtrise de la langue anglaise) et entretenue par une solide formation scientifique et technique ! Décrivant la bibliothèque et le laboratoire du roi, les Girault de Coursac mettent une fois de plus à mal l'image d'un Louis XVI se confinant dans les travaux manuels (la légende du «roi-serrurier»). A vrai dire Louis XVI, qui ne vit la mer qu'une seule et brève fois, fut notre seul roi-marin.

Par l'issue victorieuse de la guerre d'Amérique, la reconquête de nombreuses bases navales, le réaménagement des ports, la construction d'une flotte moderne, la refonte des Ecoles navales, etc., Louis XVI s'était donné les moyens de ses ambitions maritimes. L'expédition de La Pérouse



Monument élevé à la mémoire de La Pérouse à Vanikoro.

était une opération de prestige faisant partie d'une politique d'ensemble. Ses buts étaient politiques et économiques autant que scientifiques et humanitaires. Pour chacun des volets de l'entreprise, des moyens considérables et souvent ingénieux avaient été donnés au comte de La Pérouse, connu pour être un marin expérimenté. Rien n'avait été négligé pour le

succès et pourtant, tout le monde sait la fin de ce voyage qui aurait pu être la plus grande entreprise scientifique du siècle.

L'objet du livre est de démontrer, point par point, escale après escale, comment La Pérouse fut responsable de son propre malheur, en s'écartant presque constamment des instructions que le roi avait rédigées pour lui.

Les Girault de Coursac se montrent parfois agaçants de tant de précises accusations contre La Pérouse, puis ensuite contre Dumont d'Urville dépêché à la recherche des restes de l'expédition : ô héros de nos lectures d'enfant ! Mais ils ne nous blessent pas tant qu'il le faudrait devant l'irréparable gâchis provoqué par la rencontre d'un roi en avance sur son temps et d'une caste d'officiers rétrogrades dont La Pérouse n'était qu'un représentant parmi d'autres. L'échec de La Pérouse, c'est en quelque sorte l'échec de l'esprit de l'élite française de l'époque. Ah si Louis XVI avait pu régner sur des esprits pragmatiques, s'il avait pu commanditer l'illustre navigateur Cook... se lamentent nos auteurs !



Mais en cette fin de siècle, pour les officiers de notre pays, comme pour nos philosophes, l'idée que l'on se faisait des choses comptait plus que les faits...

Ce livre nous fait ainsi entrevoir qu'entre le naufrage de La Pérouse et le naufrage de la France dans la Révolution, il y a un lien que les études patientes et nombreuses des Girault de Coursac feront apparaître de plus en plus clairement au fur et à mesure de la publication des études (1) qu'ils poursuivent.

Frédéric AIMARD

Paul et Pierrette Girault de Coursac - *Le voyage de Louis XVI autour du monde, l'expédition La Pérouse* - La Table Ronde. Prix franco : 105 F.

(1) On peut avoir un aperçu de ces études en s'abonnant à leur journal trimestriel «Découverte» (35 F).

portraits

Que nous reste-t-il de nos lectures ? Un nom, des textes, un nom, des souvenirs.

Jean-Marie Le Sidaner vient de publier un recueil de textes, un ensemble de portraits. A partir d'un nom d'écrivain, il laisse aller sa plume, après l'avoir trempée dans l'encrier de ses souvenirs de lectures. Quel dénominateur commun entre Sophocle et Jules Verne, Sade et Kafka, si ce n'est que leur œuvre a eu une incidence tacite ou consciente sur notre existence. «Portraits» n'est nullement un livre de souvenirs autobiographiques, quand bien même certains apparaissent au fil des pages. C'est plutôt une rencontre entre un auteur et son lecteur de surcroît critique littéraire.

Les portraits classés en onze catégories regorgent d'images fictives, éphémères, de flashes à la mesure de la brièveté des textes, rappelant quelque peu les brides

de nos réminiscences. Quelque soit l'un des 150 auteurs cités, quelque soit leur époque ou leur style, les multiples facettes d'un unique leitmotiv apparaissent avec la même intensité. A travers le temps, la mort, le train et les miroirs, c'est la solitude de l'être humain qui est traduite. J.M. Le Sidaner sait nous transmettre avec ses «Portraits» son émotion et son admiration devant les textes et leurs auteurs. Signalons par ailleurs qu'il vient de publier chez le même éditeur un recueil de poèmes «Manuel de scène» admirablement bien illustrée par le crayon de Lourdes Castro.

J.-L. LANHERS

J.-M. Le Sidaner - *Portraits* - Ed. de la Différence. Prix franco : 86 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

la bêtise

Depuis «La cuisinière et le mangeur d'hommes», il y a dix ans, Glucksmann n'a pas lâché prise. Obstinément, tandis que beaucoup de ses anciens compagnons s'égayent, lui poursuit, pourchasse la politique dont le souci l'habite littéralement. D'un livre à l'autre, il y a parfois plus que des nuances, des progrès. Le lecteur y trouve surtout la passion dévorante de l'Occident, celle de l'Europe et de sa culture : *«J'appelle Europe une civilisation qui sut, en ses heures culturellement les plus décisives, se passer d'un idéal collectif; en permettant à chaque individu, groupe ou chapelle, de semer librement des bons sentiments à condition de n'en pas importuner les prochains. Elle inventa la mise en commun inouïe et jamais vue des expériences malheureuses et des crucifixions douteuses, contre et non pour, en dépit et non en vertu des paradis, que chacun porte en son for intérieur fanatique. La peste, l'injustice, la débilité réunissent ceux qui firent front contre elles sans se connaître d'autres liens que la «sagesse négative» (Kant) de quelques refus»*. Cette apologie en surprend ou en surprendra plus d'un. Que l'Europe enseigne plus le doute que la certitude, moins une doctrine de l'être et du bien que l'expérience du mal et une sagesse, qu'elle perçoive le faux avant le vrai; voilà qui contredit les habituelles célébrations. Sans doute, moi-même, par conviction serais-je porté à plus de positivité, en reconnaissant dans tout le mouvement d'une pensée la quête d'un sens irrépressible, et l'intrusion lumineuse d'une révélation qui toutefois barre de sa Croix l'accès au Souverain Bien. Cette dernière précision suffit à me faire comprendre l'horreur infinie de Glucksmann pour les idéaux collectifs et les grimaces de ce que l'on nomme ici-bas souverain bien.

L'expérience du totalitarisme moderne devrait suffire à nous en guérir à jamais. Le stalinisme, le nazisme, la fascisme lui-même et avant lui le jacobinisme n'ont été que les conséquences infaillibles du Bien fantasmé. Or, l'Occident possède une arme incomparable contre un tel ordre, c'est l'intelligence; cette facilité de discernement dont depuis les Grecs elle a usé et abusé, sans pouvoir parer malheureusement à ses délires mais en gardant la possibilité de comprendre sa propre folie. Car, écrit Glucksmann la bêtise ne consiste pas d'abord à faire des bêtises, mais à ne pas reconnaître que l'on a fait des bêtises !

On ne lui règle pas si facilement son compte ! *«Il serait naïf d'énoncer comme Schopenhauer, que la sottise domine et règle les rapports entre humains; il est exagérément utopique de prévoir son élimination. La bêtise paraît plutôt fonctionner comme une matière et toile de fond des relations humaines, au sens où la «nourrice du devenir» platonicienne se découvre étoffe du cosmos : elle n'est pas quelque chose mais «réceptacle» des choses, ciré molle dont on modèle toutes les figures possibles, «porte-empreinte», excipient humide, neutre, sans odeur, destiné à recevoir les parfums. L'apparente passivité du support dissimule qu'elle*

est animée de secousses erratiques qui rappellent chaque être au chaos originel et terminal.» Nous en sommes là à l'ontologie infiniment suggestive; une phénoménologie, une psychologie y ramènent à travers l'analyse aux mille détours, depuis Charlot à Buster Keaton, de Molière à Dostoïevski. La bêtise n'est pas quelque chose de plaqué sur nous, comme Bergson veut que le comique soit du mécanique plaqué sur du vivant. Elle adhère trop à nous-même, elle est de l'étoffe des choses et de nous-mêmes. Voir Flaubert présent avec autant d'insistance que Proust l'était à *la force du vertige* (Glucksmann aime ainsi se plonger en littérature pour faire mûrir le thème obsessionnel qui mobilise à une période sa pensée). Flaubert donc : *«A moins d'être un crétin, on meurt toujours dans l'incertitude de sa propre valeur et de celle de ses œuvres...»* Ce qui signifie que pour débusquer la bêtise, il ne faut pas d'abord se raccrocher à l'intelligence, mais à la bêtise elle-même. *«C'est à partir d'elle, et à en partir, que sagesse, sciences et raisons démontrent leurs existences»*

Nous sommes embarqués. Inutile de prétendre adopter le superbe point de vue qui surplombe. Dans notre situation de faiblesse, rire ou pleurer seront souvent nos seules issues. Sinon, il n'y aurait plus qu'à sortir de notre humanité, c'est-à-dire se replier dans notre idiotie; ce qui revient à s'enfermer dans notre particularité absolue au point de ne plus pouvoir être remis en question dans le grand jeu du monde et des autres.

Débusquer la bêtise aujourd'hui, tâche politique première. Elle part d'un contrat : *«Tous les hommes sont beaux est une proposition improbable esthétiquement; que chacun soit susceptible de se métamorphoser bon fait objet de foi, donc de contestation; mais que nous sommes tous, sans exception, à même de nous révéler idiots ne souffre pas la discussion : l'homme est le seul animal capable de se rendre bête.»* Et si toute la politique totalitaire moderne consistait à avoir pris au sérieux, consciemment ou inconsciemment cette évidence ! S'il s'agissait d'abord pour rendre les hommes dociles de les rendre de plus en plus bêtes, en se fondant sur ce qui en eux adhère irréductiblement à la bêtise. L'humaniste se récriait au nom du bel optimisme des Lumières et de la raison toujours victorieuse. Glucksmann contredit brutalement cette pieuse croyance : *«Le jeune totalitarisme à la Hitler ou Staline inculquait le penser faux (selon les canons de la science raciale ou prolétarienne). Aujourd'hui les gérontocraties absolues incitent à la pensée nulle.»* C'est toute leur force.

Ce qui menace la Pologne aujourd'hui et inquiète les plus vigilants des responsables de l'Eglise et de «Solidarité», c'est la formidable entreprise de démoralisation que le régime a mis en œuvre. Il s'agit d'émousser par tous les moyens l'esprit de résistance. Tous les moyens seront bons : la diffusion de la drogue, la pornographie, l'alcoolisme. Les peuples résistent plus ou moins, mais tous sont frappés. Il s'agit d'empêcher de penser... même pas : de faire en sorte que penser ne soit même plus une nécessité, que l'état d'imbécillité soit naturel à chacun et à tous. On finira pas ne plus penser, ne plus prier, ne plus réagir. Le communisme d'hier comme le fascisme, se voulait la jeunesse du monde. Il en est aujourd'hui l'incurable névrose.

Constitutivement, le système conspire au degré zéro de conscience : *«Une société bureaucratique se stabilise lorsque chacun, du plus haut au plus bas, jouit du droit inné à l'incompétence que l'organisation soviétique garantit*



gérard
leclerc

généreusement à tous ses responsables. De même que l'Etat n'exige pas du simple citoyen qu'il adhère, mais qu'il accepte, de même l'homosovietius ne saurait réclamer de son voisin le savoir faire dans la profession qu'il exerce et la conviction dans les paroles prononcées. Alexandre Zinoviev codifie magnifiquement cet art de vivre qui consiste à exploiter intelligemment la bêtise d'autrui, en admettant que l'autre exerce des talents analogues.» Au terme du processus d'abêtissement, tout jugement critique a disparu. Les masses baignent dans un conformisme visqueux, qu'aucune énergie ne peut soulever. C'est bien pourqu岸, ceux qui soutiennent le moindre mal Jaruzelski contre l'aventurisme de Solidarité sont criminels. Leur complicité dans la bêtise conspire à bétonner le totalitarisme le plus plat. Déjà, durant la dernière guerre les esprits les plus lucides avaient repéré que l'esprit de non résistance nous ferait perdre notre âme.

Mais Glucksmann se préoccupe aussi de notre sort, à nous autres Français de 1985. La couverture de son livre constitue en elle-même une provocation directe, avec ce point qui brandit une rose pour chapeauter le i de la bêtise. C'est au pouvoir, au parti socialiste qu'il s'adresse pour les sommer de s'expliquer. Est-il vrai que depuis quatre ans, ils aient changé. D'ordinaire, ils ne veulent pas le reconnaître et les élections qui invoquent la solidarité républicaine rappellent opportunément que les mythes d'hier peuvent encore fonctionner. Cette sévère admonestation n'est pas inspirée par une frénésie d'hostilité à un homme, une famille de pensée, ou une tradition. Le libéralisme incantatoire de la droite n'est pas mieux traité. La question est de savoir si la gauche peut encore sans rire, ou sans faire semblant de rire se réclamer d'une idéologie qu'elle s'est elle-même chargée de fissurer, en détruisant les fondements de l'eschatologie prolétarienne : les forteresses ouvrières sombrent au rythme accéléré de la modernisation dont Laurent Fabius se fait gloire. Il reste à savoir au-delà du constat que la gauche se doit de faire, si le socialisme à la française est autre chose que *«La rencontre au fond de l'urne d'une lampe à huile, d'un vaisseau amiral à voile, d'un zeste de mauvaise conscience et d'un échantillon complet de tartes à la crème»*. Et surtout que la droite ne se figure pas que la bêtise de la gauche excuse la sienne propre !

Gérard LECLERC

André Glucksmann «La bêtise», Grasset

les impressionnistes au grand palais

On serait bien en peine, aujourd'hui que le grand public les aime avec un accent de dilection presque suspecte, d'imaginer le scandale que les impressionnistes ont créé, bien malgré eux, à la fin des années 1860.

Rejetés par le jury du Salon officiel, ils se regroupèrent, sous la bannière de Manet, leur aîné, au Salon des refusés qui suscita de violents remous. Ils furent insultés; un peu comme «Picasso» il n'y a pas longtemps encore, «impressionniste» fut une injure; on partit en famille rire de ces «barbouilleurs». Que leur reprochait-on ?

De rompre avec la peinture académique d'atelier, - où les scènes conventionnelles, mythologiques ou historiques, toujours idéalisées, étaient rigoureusement composées, selon les lois du dessin qui fixe la forme et éclairées par une lumière artificielle, blanche, tombant à 45° sur le sujet. Les impressionnistes sortirent de leur atelier, se proposant de peindre d'après nature, sous une lumière réelle qu'ils rendirent en touches fractionnées, de plus en plus nerveuses et claires : en accord avec les études scientifiques de leur époque, ils se libérèrent ainsi, conjointement, de la forme et de la matière. Conduisant comme Manet (Le «Déjeuner sur l'herbe» de 1865), mais avec des moyens différents, la logique du réalisme à son terme, - le réel, c'est la matière et la matière, c'est de l'éner-

gie - s'ils font scandale, c'est parce qu'en esthétique la bourgeoisie positiviste du XIXe siècle est en retard sur son credo scientifique.

On leur reproche également, - et sur quel ton ! - leur langage pictural. Reprenant en effet à leur compte le triangle des couleurs mis au point par Delacroix, ils en tirent des effets conséquents : si les trois couleurs primaires (le bleu, le rouge et le jaune) s'opposent aux trois couleurs binaires (le violet : bleu + rouge; le vert : bleu + jaune; l'orangé : rouge + jaune), non seulement chaque couleur binaire apparaît comme la complémentaire de la couleur primaire qui n'entre pas dans sa composition, mais encore à une lumière rouge (un toit, par exemple) s'opposera une ombre verte et à une lumière jaune, une ombre violette (caractéristique du style de Monet).

Voilà donc la révolution impressionniste : réalisme, positivisme scientifique, nouveau code pictural.

Or le regrettable de la manifestation du Grand Palais, c'est qu'elle gomme non seulement les styles personnels, leur évolution, mais aussi ce caractère révolutionnaire. Présentant de façon thématique (le paysage français) les

œuvres de Monet, de Sisley, de Pissarro, elle banalise l'impressionnisme. Que retiendra le public non averti ? Que l'impressionnisme prenant comme objet préféré de représentation la campagne française ou la ville, les champs ou les boulevards bruyant de vie, les rivières ou les jardins publics, il n'y avait pas de quoi fouetter un peintre ! Et pire encore, que ces paysages anecdotiques, sans grandeur (en rupture avec le romantisme) sont l'objet normal, évident et presque obligé de toute activité picturale... L'impressionnisme glis- sera ainsi au conformisme.

L'impressionnisme est en rupture : avec qui ? avec quoi ? L'exposition ne le montre pas. Il est également, comme toujours, approfondissement d'un courant amorcé auparavant, en l'occurrence par Corot et Théodore Rousseau d'une part (peindre d'après la nature) et par Courbet d'autre part (le réalisme scientifique) : l'exposition ne le montre que trop timidement.

Quant au choix des peintres, - ne parlons pas des œuvres, il relève d'un arbitraire pour le moins regrettable : bien qu'il soit difficile de les ranger parmi les impressionnistes, Manet, Van Gogh, Gauguin, Cézanne même, sont présents tandis que Degas, qui sans être impressionniste à proprement parler, bien qu'il ait toujours été près de ses amis impressionnistes, est absent ! Il est ainsi difficile de résister à l'idée que cette exposition qui nous vient de Los Angeles où elle a été montée à l'occasion des Jeux Olympiques de 84 a été conçue afin de satisfaire le goût suspect des Américains pour l'exotisme français. L'Art n'a rien à y gagner.

Il reste que cette exposition donne à voir quelques chefs-d'œuvre et que, immense mérite,

à mes yeux du moins, elle rappelle la grandeur de Seurat, mort prématurément à 31 ans !

Nul doute que ce jeune génie, ait contribué à ouvrir à la peinture moderne les voies de l'abstraction. C'est qu'en effet, dégagée peu à peu de l'emprise du sujet illusoire, c'est de plus en plus elle-même que, à l'aube du XXe siècle, la peinture laissera voir et il est indéniable qu'à cet égard ce n'est pas le romantisme qui fait révolution mais l'impressionnisme.

Alain FLAMAND



L'Association des Amis de la Maison de France annonce la parution du numéro 3 d'«Alliance royale». Vous pouvez vous procurer ce numéro soit en adhérant à l'association (cotisation annuelle 100 F - membres bienfaiteurs 250 F), soit en vous abonnant seulement à «Alliance royale» (un an, 5 numéros 25 F).

D'autre part l'association met en vente des photos représentant le comte et la comtesse de Paris à Bruxelles en septembre dernier (format carte postale : 9 F franco - format 13 x 18 : 19 F franco). Toute correspondance doit être adressée à Association des Amis de la Maison de France. B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

Sommaire : p. 2 Proportionnelle et Monarchie - Les forêts ont du pot - p. 3 La vie politique mise à nu - p. 4 Touche pas à mon pote - p. 3 L'IRPP ce mal aimé - p. 6-7 Qu'est-ce qui arrêtera Le Pen ? Les hommes de l'extrême droite - p. 8 Le voyage du roi - Portraits - p. 9 La Bêtise - p. 10 Les impressionnistes - p. 12 Du projet libéral.

Dir. de la publication : Yvan Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57

nous ne sommes pas tirés d'affaire

Quand nous avons fait appel, il y a quelques semaines à votre générosité pour nous aider à boucler notre budget et nous sortir d'un pas difficile, nous ne doutions pas que nous serions entendus. Une fois de plus les lecteurs de «Royaliste» (et la 4ème liste de souscripteurs que nous publions ici le prouve) se sont mobilisés pour nous aider, montrant par là l'attachement qu'il portent à la NAR et à notre journal et combien ils perçoivent le rôle irremplaçable que nous jouons. Cependant nous ne sommes pas encore tirés d'affaire : nous avons déjà reçu 22.000 F sur les 35.000 F qui nous sont nécessaires, il nous manque donc encore 13.000 F pour assurer nos échéances. Cette somme relativement minime peut être rassemblée sans difficulté si ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore réagi le font rapidement et d'avance nous les en remercions.

Yvan AUMONT

P.S Adressez vos dons à l'ordre de Royaliste -CCP 18 104 06 N Paris en précisant «pour la souscription».

4ème LISTE DE SOUSCRIPTION

J. Cochelin 352 F - C. Boissin 60 F - L. Defranoux 150 - M. Pamaron 80 F - J. Gouriou 200 F - Anonyme Somme 20 F - R. Besat 55 F - G. Gouby 50 F - B. Guillemot 130 F - J.C. Magneville 200 F - Y. Laine 100 F - F. Viet 50 F - T. Chupin 100 F - A. Pujo 180 F - Y. Lemaigren 300 F - P. Baugerie 180 F - B. Laurens 146 F - J.P. Thouvenin 150 F - F. Wollbrett 100 F - Mme Périchon-Bastaire 100 F - N. Lucas 410 F - B. Gramond 135 F - H. Moret 175 F - G. Duval 500 F - P. Parisy 28 F - A. Hartog 100 F - Ph. Clavel 30 F - Un lycéen 5 F - L. Giribet 175 F - R. Chambeland 200 F - R. Michelet 150 F - Ch. Libens 26 F - Mme Dauscher 100 F - E. Imbert 100 F - Y. Pleber 500 F - J. Saget 100 F - H. Charlier 1500 F - D. Carette 51 f.

Total de cette liste : 7 138 F
Total précédent : 15.446 F
Total général : 22 584 F

● FEDERATION DE PARIS

Le nombre des vendeurs réguliers de «Royaliste» bi-mensuel a continué à croître et le chiffre des ventes est très honorable. Les ventes centrales du journal sont suspendues pendant les vacances scolaires mais elles reprennent à partir du mardi 16 avril (galerie marchande gare St-Lazare), jeudi 18 avril au Forum des Halles et lundi 22 avril (cour de Rome - gare St-Lazare) à 17 h 30. Si vous voulez nous aider à vendre le journal à la criée, il est nécessaire de vous inscrire auprès de F. Aimard. Des ventes sont envisagées le mercredi matin à la gare Montparnasse, avis aux volontaires.

Une sortie de détente est prévue pour le 9 juin. Nous vous demandons de retenir cette date pour vous joindre à nous.

● CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR

Les «mercredis de la N.A.R.» suspendus pendant les vacances de Pâques, reprendront le mercredi 17 avril à 20 h dans les locaux du journal. 17, rue des Petits-Champs 2er (4ème étage). Entrée libre et gratuite.

ETUDIANTS

Le numéro 32 de «Royaliste-Université» sera disponible dans quelques jours. Commandez-le (5 F franco à l'ordre de «Royaliste»).

Une permanence téléphonique à l'intention de la province et d'accueil à l'intention des Parisiens est tenue régulièrement depuis septembre, chaque samedi de 14 h 30 à 18 h. Profitez-en pour prendre contact avec les responsables jeunes de la N.A.R.

Nous vous rappelons d'autre part qu'une session d'accueil et de formation entièrement organisée par les jeunes royalistes se tiendra dans l'Oise les 29 et 30 juin. Etant donné le plus grand nombre de participants prévus, il est nécessaire de s'inscrire dès aujourd'hui.

NANCY

Bertrand Renouvin sera l'invité de l'Association des Etudiants du Centre universitaire d'Etudes Politiques de Nancy le mercredi 27 mars 1985.

Il prononcera une conférence sur les idées royalistes dans la culture européenne, au grand amphithéâtre de la faculté de droit (rue de Serre, près de la place Carnot) à 20 h 30 précises.

D'autre part nous invitons les sympathisants de la N.A.R. de la région à nous écrire afin que nous les mettions en contact avec notre responsable local.

LYON, ANGERS, NANTES, etc.

Gérard Leclerc sera l'invité de nombreuses associations de province pour une tournée de conférences sur le thème de l'école libre en avril et mai prochain. Plus de détails dans le prochain numéro de «Royaliste».

BRETAGNE

On recherche volontaires pour une campagne de distribution de tracts et d'invidus du journal et éventuellement pour des affichages.
NAR - B.P. 2536 - 35025 Rennes Cedex et NAR, B.P. 203, 44007 Nantes Cedex.

ALPES MARITIMES

On demande un volontaire pour des ventes à la criée du journal à Cannes.
Ecrire à N.A.R. B.P. 659, 06012 Nice.

nouvelles parutions



Les nouveaux lecteurs de «Royaliste» ont parfois du mal à s'y retrouver dans le foisonnement de nos publications. Tant mieux : «il y a toujours quelque chose de nouveau» à «Royaliste», pour enrichir les débats et parfaire sa formation politique.

LE LYS ROUGE

Un numéro 23 de la revue «Lys Rouge» aborde également le problème du racisme, avec moins de brio que «Cité» mais en rappelant probablement d'utiles vérités pour les débats en cours dans notre pays. L'élément principal de ce numéro est la réédition d'un texte inconnu de la plupart des monarchistes : «Monarchie socialiste», conférence prononcée en 1944 par le fondateur du premier «Lys Rouge». Ce sera, n'en doutons pas, une découverte pour nous qui ignorons trop notre propre histoire. Le «Lys Rouge» s'intéresse enfin aux problèmes posés par le mariage des rois au regard de la tradition monarchique et publie un dialogue très «péguyste» sur Sainte Jeanne de France...

«Lys Rouge» numéro 23, 28 pages - prix franco : 13 F.

«MONARCHIE ET POLITIQUE ETRANGERE»

Chacun de nos lecteurs sait désormais que le numéro 15 des «Cahiers de Royaliste» sera un livre de près de 120 pages intitulé «Monarchie et Politique étrangère», rédigé par Yves La Marck.

Ce livre utile pour notre réflexion et notre propagande ne pourra enfin paraître qu'après qu'un nombre important de nos lecteurs l'aient souscrit. Ce n'est pas encore le cas.

Le prix de souscription est désormais de 60 F. La parution devra se faire d'ici à deux mois.

BON DE COMMANDES GROUPEES

à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris en joignant le règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ Commande le numéro 10 de «Cité» 17 F

☐ S'abonne à «Cité» pour un an 60 F

☐ Commande le numéro 23 du «Lys Rouge» 13 F

☐ S'abonne au «Lys Rouge» 45 F

☐ Commande un exemplaire du livre d'Yves La Marck «Monarchie et politique étrangère» à paraître 60 F

TOTAL F

ÉDITORIAL

En couverture de «L'Express», fin mars, une photo de Jacques Chirac et un titre alléchant : «Ce que nous allons faire de notre victoire» (1). Las ! Il faut subir de banales considérations sur les élections cantonales, une dénonciation attendue du système proportionnel et la critique rituelle de la politique économique de la gauche avant de trouver, sur une colonne, ce qui est claironné à la «une» du journal... Le chef du R.P.R. se contente de reprendre rapidement ce qui a été dit mille fois depuis 1981, sans même se donner la peine d'étayer les habituelles promesses : réduire les dépenses, désétatiser et dénationaliser, «rendre un certain nombre de libertés aux entreprises et aux travailleurs», libérer les prix, les changes, l'information, l'enseignement.

Tout cela, livré en vrac, ne constitue évidemment pas un programme - Jacques Chirac se méfiant à juste titre de ce mot. Ce n'est pas non plus un projet, tant les mesures annoncées sont vagues et ambiguës. En somme, une simple déclaration de bonnes intentions, destinée à recueillir le plus grand nombre possible de suffrages, une manière de s'opposer radicalement à ce qui se fait, en s'inscrivant dans la sensibilité idéologique dominante - libérale comme chacun sait. A partir de cette déclaration, il serait facile de montrer que la méthode de l'opposition est identique à celle de la gauche avant 1981 en soulignant les déconvenues qui en résulteront, ou de dauber sur la conversion anti-étatique de Jacques Chirac, que son passé politique ne permettait pas de prévoir. Mieux vaut s'interroger sur la référence idéologique sous jacente à la propagande du R.P.R. comme à celle de toute l'opposition, qui se prépare à présenter un projet libéral pour les élections de l'an prochain.

EFFETS PERVERS

Qu'en est-il donc de ce libéralisme dont on nous dit merveille ? Le mot indique le désir de liberté, en politique comme en économie, ce qui est assurément une grande et belle intention. Encore faut-il que ce libéralisme parvienne à s'inscrire dans la réalité, à la modeler et à la transformer selon son vœu initial. Tel n'est pas le cas, tel ne fut jamais le cas dans l'ordre économique. Comme nous l'avons souvent démontré, la doctrine de l'équilibre spontané réalisé sur un marché libre où de libres entreprises se font concurrence pour le plus grand bien des libres consommateurs n'a pas produit les effets attendus :

— Cette doctrine est paradoxale dans son principe même, puisque l'auto-régulation

du projet libéral



par
bertrand
renouvin

suppose qu'une «main invisible», extérieure au système, fasse coïncider les intérêts individuels et celui de la collectivité.

— Le modèle du marché est purement abstrait. Sa réalisation supposerait des conditions de concurrence qui ne sont jamais réunies et la disparition de toute communauté nationale, culturelle, syndicale

— donc de toute forme de société humaine. En outre, les adversaires du matérialisme oublient que le libéralisme se fonde sur un présupposé tout aussi réducteur : l'homme n'y est défini que par ses «besoins», et la morale du libéralisme est strictement utilitaire.

— Dans la pratique, le libéralisme économique n'a cessé de produire des effets pervers qui ont immédiatement ruiné son intention initiale. D'une part, ce sont les libéraux eux-mêmes qui ont suscité l'intervention croissante de l'Etat, chargé par eux de faire prévaloir les règles du libre-échange. L'étatisme dont nous souffrons est le fruit de cette logique, repérable depuis le 19e siècle jusqu'à M. Giscard d'Estaing. D'autre part, le libéralisme a favorisé, sur le plan des échanges internationaux, la domination impérialiste de la Grande-Bretagne, puis celle des Etats-Unis. Au lieu de liberté,

l'exploitation des hommes. Au lieu de l'équilibre économique, des rapports violents entre des forces inégales. Au lieu de la diffusion des richesses parmi toutes les nations, la misère de certaines classes et de certains peuples. Au 19e siècle déjà, on établissait, à la manière de M. Chirac, l'égalité illusoire entre l'entreprise libre et le travailleur libre. Au 19e siècle déjà, on dissertait sur l'échange libre entre l'Angleterre industrialisée et le Portugal agricole, comme aujourd'hui entre les Etats-Unis et telle nation d'Europe ou du tiers monde. A croire que les Etats-Unis ne sont pas un continent, qu'ils ne disposent d'aucune puissance monétaire particulière, que leur influence politique, culturelle, militaire, ne fausse pas leur domination. Mais il est tellement facile de vanter les mérites de l'entrepreneur dynamique de la «Silicon Valley», et de faire de Reagan un héros anti-étatisme, en oubliant le rôle du Pentagone et de la NASA, en négligeant le déficit budgétaire américain, pour tout dire à l'orthodoxie libérale, et l'endettement considérable de ce pays à l'égard du reste du monde...

LA LIBERTÉ POLITIQUE

Tel est le libéralisme économique : une pure mythologie, une doctrine contradictoire, une pratique qui a abouti aux effets inverses de ceux qui étaient attendus. En somme, tout ce que l'on reproche au socialisme des théoriciens du siècle dernier. Il serait temps que la droite y prenne garde, si tant est que sa référence libérale ne soit pas de simple propagande.

Il serait temps, aussi, que les libéraux fassent retour à la tradition politique dont ils se réclament. Des études récentes (2) nous font en ce moment découvrir une forte philosophie de la liberté à travers l'œuvre d'hommes qui ont su poser des questions qui sont toujours d'actualité : celle de l'existence du lien social, face à la logique de l'individualisme et face à la violence de l'économie ; celle de la souveraineté, résolue de façon paradoxale depuis deux siècles ; celle du pouvoir politique concret, dont l'autonomie est la condition première de la démocratie représentative... Au lieu d'annoncer un catéchisme économique caduc, que les libéraux prennent donc le libéralisme politique au sérieux !

Bertrand RENOUVIN

(1) Numéro du 22-28 mars 1985.

(2) cf. la préface de Marcel Gauchet aux textes de B. Constant (Poche-Pluriel) et «Le Moment Guizot» de Pierre Rosanvallon (Gallimard).